

Monsieur le Conseiller fédéral  
Alain Berset  
Chef du département fédéral de l'intérieur  
Secrétariat général SG-DFI  
Inselgasse 1  
3003 Bern

[sekretariat.abel@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.abel@bsv.admin.ch)

Paudex, le 5 juin 2023  
TRE

**Consultation : modification du règlement du 17 janvier 1961 sur l'assurance invalidité**

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous avons examiné l'objet cité en titre et souhaitons vous faire part de notre position.

Le modèle de « salaire statistique selon les travaux de Riemer-Kafka / Schwegler » paraît impossible à mettre en œuvre dans le délai indiqué. Le classement des déficiences physiques, des troubles cognitifs et psychiques en tableau paraît inadéquat pour répondre à toutes les spécificités de chaque situation, sans oublier le travail considérable pour les tenir à jour.

La solution forfaitaire doit donc être préférée. Nous nous permettons néanmoins de poser la question de l'effet de cette modification de règlement proposée sur l'entier du système. Les récentes réformes de l'assurance-invalidité ont fait suite à la volonté du législateur de diminuer les coûts et de freiner l'octroi des prestations (« La réadaptation avant la rente. ») L'introduction du modèle avec un forfait entraînera des prestations plus importantes pour les bénéficiaires actuels, tout en permettant à davantage de personnes de toucher des rentes partielles.

Nous nous permettons également de questionner le principe de traiter de manière uniforme des situations qui sont très hétérogènes à cause des spécificités de chaque individu, et de la situation du marché du travail dans les différentes branches.

En vous remerciant de l'attention accordée à ces lignes, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre haute considération.

Centre Patronal



Fédération des  
Entreprises  
Romandes

FER Genève - FPE Bulle - UPCF Fribourg  
FER Arcju - FER Neuchâtel - FER Valais

Département fédéral de l'intérieur (DFI)  
3003 Berne

A l'att. de Monsieur Alain Berset,  
Président de la Confédération

[sekretariat.iv@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.iv@bsv.admin.ch)

Genève, le 5 juin 2023  
EY/3199 - FER N°16-2023

**Modification du règlement du 17 janvier 1961 sur l'assurance-invalidité (RAI). Mise en œuvre de la motion 22.3377 de la CSSS-N « Utiliser des barèmes de salaires correspondant à l'invalidité dans le calcul du taux d'invalidité »**

Monsieur le Président de la Confédération,

Nous avons pris connaissance avec intérêt de l'objet mis en consultation et vous faisons parvenir ci-dessous notre prise de position.

## 1. Contexte

Le 21 novembre 2021, le Conseil fédéral a fixé l'entrée en vigueur du Développement continu de l'AI au 1<sup>er</sup> janvier 2022 et adopté les modifications réglementaires correspondantes. Une critique essentielle émise lors de la procédure de consultation était que la nouvelle réglementation concernant l'évaluation du taux d'invalidité ne tenait pas assez compte du fait que les personnes atteintes d'un handicap ne peuvent pas réaliser le même revenu que les personnes en bonne santé.

La CSSS-N a alors déposé la présente motion (22.3377) « qui charge le Conseil fédéral d'instaurer, d'ici au 30 juin 2023, une base de calcul qui, lors de la détermination du revenu avec invalidité au moyen de valeurs statistiques, tienne compte des possibilités de revenu réelles des personnes atteintes dans leur santé. Dans l'élaboration des nouvelles bases de calcul, qui s'appuie sur une méthodologie statistique reconnue et sur la recherche actuelle, le Conseil fédéral tient compte du nouveau système de rentes linéaires, des adaptations apportées à l'évaluation de l'invalidité et des nouvelles dispositions réglementaires entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Il intègre la solution proposée par Riemer-Kafka/Schwegler ». Le Conseil national a adopté la motion à l'unanimité, le Conseil des États l'a également approuvée à une large majorité.

Quant à la modification proposée ici, elle présente une variante pour la mise en œuvre de la motion 22.3377. Cette dernière prévoit une modification de l'article 26bis, alinéa 3 du règlement sur

l'assurance-invalidité (RAI), qui prévoit une déduction forfaitaire de 10% pour un revenu invalide déterminé, selon l'enquête suisse, sur la structure des salaires. En cas de capacité fonctionnelle de 50% ou moins, il en résulte, avec la déduction pour temps partiel déjà existante, une déduction totale de 20%. La déduction forfaitaire s'applique indépendamment du type de limitation de la santé (physique, psychique, cognitive, comorbidités) et du sexe.

La présente modification prévoit la révision, dans un délai de deux ans après l'entrée en vigueur (1<sup>er</sup> janvier 2024), des quelque 30'000 rentes potentiellement touchées correspondant à un taux d'invalidité de moins de 70%.

## 2. Position de la FER

Le Conseil fédéral a ainsi mis en consultation le modèle alternatif (déduction forfaitaire), car il estime que l'élaboration et la mise en œuvre des tableaux de salaires prévus dans le modèle Riemer-Kafka/Schwegler présentent plusieurs incertitudes sur les plans matériel et temporel. Il est aussi d'avis qu'avec ce dernier modèle, la mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ne sera pas possible.

La FER relève surtout que la méthodologie utilisée pour la fixation de la déduction forfaitaire est inappropriée et reconnue dans le rapport explicatif (p.7) : « Les résultats de l'étude BASS servent de référence pour la fixation de la déduction forfaitaire, tout en sachant que les données de l'étude BASS reposent sur ce que considère l'OFS comme une base inappropriée pour mesurer des niveaux de salaires fiables et qu'elles ne concordent pas en tous points aux barèmes ESS et ne leur sont pas comparables ». Pourquoi dès lors proposer un modèle alternatif si la méthodologie n'est pas fiable ?

En outre, ce modèle alternatif ne s'appuie sur aucune littérature existante ou étude scientifique. Elle est donc davantage basée sur des estimations que sur des sources concrètes. On peut également regretter que la proposition Riemer-Kafka/Schwegler ne soit pas présentée plus en détail dans le rapport explicatif.

Il est à noter que ce modèle alternatif introduit des inégalités de traitement en ne tenant pas compte des différentes causes d'invalidité. La mesure de l'invalidité devrait être considérée de manière différenciée afin de mieux appréhender chaque cas.

La FER souligne également que la redéfinition (selon le modèle alternatif) de la capacité fonctionnelle des assurés impliquera de très nombreuses expertises, ce qui entraînera une administration lourde et des délais d'attente pour les personnes concernées.

Cette forte augmentation du nombre de rentes suite à la motion aura surtout pour conséquence qu'un plus grand nombre d'assurés verront leur taux d'invalidité augmenter et passeront au système de rentes linéaires plus tôt que ne le prévoyaient les dispositions transitoires du Développement continu de l'AI. En d'autres termes, cela signifie qu'il y aura des augmentations substantielles de coûts, alors que l'objectif initial était de les réduire. Selon une estimation grossière (inscrite dans le rapport explicatif), le coût supplémentaire attendu pour l'AI s'élèvera à 85 millions de francs par an avec une déduction forfaitaire de 10% ! Par ailleurs, étant donné qu'un plus grand nombre de personnes auront droit à une rente, et donc potentiellement à des prestations complémentaires, ce changement entraînera des dépenses estimées à 23 millions de francs par an.

La FER relève également que les nouveaux degrés d'invalidité fixés par l'AI seront repris par la prévoyance professionnelle. Cela veut dire concrètement que si les taux d'invalidité calculés par l'AI sont plus élevés, les rentes servies par la prévoyance professionnelle augmenteront en conséquence, ainsi que leur nombre. Les coûts supplémentaires sont estimés à 20 millions de francs par an avec une déduction forfaitaire de 10%...

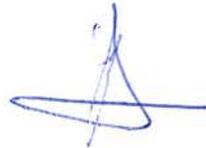
Le rapport explicatif n'aborde pas la question des frais administratifs et de mise en place de tels changements, notamment pour les caisses AVS/AI et LPP et le temps nécessaire pour mettre en place les changements prévus. Il serait ainsi souhaitable de réunir les partenaires concernés et de discuter des modèles et des implications concrètes pour les caisses susmentionnées.

En conclusion, la FER est, en l'état, défavorable à cette modification du règlement, car cette solution alternative n'est non seulement méthodologiquement pas solide, introduit des inégalités de traitement et représente des coûts surdimensionnés tant pour l'AVS/AI que pour la prévoyance professionnelle.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la Confédération, à l'expression de notre haute considération.



Blaise Matthey  
Secrétaire général



Yannic Forney  
Délégué

La Fédération des Entreprises Romandes en bref

Fondée le 30 juillet 1947 à Morat, son siège est à Genève. Elle réunit les associations patronales interprofessionnelles cantonales (GE, FR, NE, JU, VS), représentant la quasi-totalité des cantons romands. La FER comprend plus de 45'000 membres.

Eidg. Departement des Innern  
Effingerstrasse 20  
3003 Bern

Brugg, 10. Mai 2023

Zuständig: Hanspeter Flückiger  
Dokument: konsult\_vernehmlassung\_IVV

Per Mail an:  
sekretariat.iv@bsv.admin.ch

### **Konsultation Änderung der Verordnung vom 17. Januar 1961 über die Invalidenversicherung (IVV)**

Sehr geehrte Damen und Herren

Für die Möglichkeit, uns zur Änderung der Verordnung vom 17. Januar 1961 über die Invalidenversicherung (IVV) vernehmen zu lassen, danken wir Ihnen.

Aus Sicht der Landwirtschaft ist die vorgeschlagene Änderung von Art. 26<sup>bis</sup> Abs. 3 IVV grundsätzlich zu begrüßen, da dies den IV-Grad in Einzelfällen erhöhen kann, bzw. den Druck auf eine zumutbare Tätigkeit ausserhalb der Landwirtschaft etwas verringern könnte, wenn das vergleichbare Invalideneinkommen etwas sinken würde, auch wenn die 10 % höchstens in Grenzfällen genügen.

Bezüglich der Höhe des Abzugs könnte man sich fragen, ob die erwähnte Problematik von Teilzeitbeschäftigung tatsächlich erst ab einem Beschäftigungsgrad von 50 % beginnt oder ob die Grenze des zusätzlichen Abzuges nicht z.B. auf 75 % oder gar 80 % erhöht werden sollte.

Gestützt auf unsere Ausführungen stimmt der Schweizer Bauernverband (SBV) dem Vorschlag der Verordnung über die Invalidenversicherung (IVV) grundsätzlich zu, mit der Anregung die Werte noch einmal zu verifizieren.

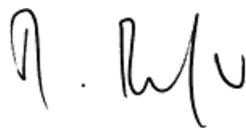
Ebenfalls stimmt der SBV der Regelung der Übergangsbestimmungen zu.

Freundliche Grüsse

**Schweizer Bauernverband**



Markus Ritter  
Präsident



Martin Rufer  
Direktor



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND  
UNION PATRONALE SUISSE  
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

Eidgenössisches Departement des Innern EDI  
3003 Bern

Per E-Mail: [sekretariat.iv@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.iv@bsv.admin.ch)

Zürich, 1. Juni 2023 LMB/sm  
mueller-brunner@arbeitgeber.ch

**Stellungnahme zur Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens Änderung der Verordnung vom 17. Januar 1961 über die Invalidenversicherung (IVV) - Umsetzung der Motion SGK-N 22.3377 «Invaliditätskonforme Tabellenlöhne bei der Berechnung des IV-Grads»**

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Arbeitgeberverband (SAV) ist seit 1908 die Stimme der Arbeitgeber in Wirtschaft, Politik und Öffentlichkeit. Er vereint als Spitzenverband der Schweizer Wirtschaft rund 90 regionale und branchenspezifische Arbeitgeberorganisationen sowie einige Einzelunternehmen. Insgesamt vertritt er über 100'000 Klein-, Mittel- und Grossunternehmen mit knapp 2 Millionen Arbeitnehmenden aus allen Wirtschaftssektoren. Der SAV setzt sich für eine starke Wirtschaft und den Wohlstand der Schweiz ein. Er verfügt dabei über anerkanntes Expertenwissen insbesondere in den Bereichen Arbeitsmarkt, Bildung und Sozialpolitik.

**1. Zusammenfassende Beurteilung**

Für die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir Ihnen bestens. Gestützt auf die Konsultation unserer Mitglieder nehmen wir zusammenfassend gerne wie folgt Stellung:

**Position des Schweizerischen Arbeitgeberverbands (SAV):**

**Der SAV erachtet die Umsetzung der Motion 22.3377 als nicht erfüllt und lehnt den vorgeschlagenen pauschalen Abzug des vom Bundesrat vorgelegten Modells somit ab.**

## 2. Ausgangslage

Im Rahmen des Inkrafttretens der Weiterentwicklung IV (WEIV) und des Vernehmlassungsverfahrens zu den entsprechenden Verordnungsänderungen wurde Kritik laut, wonach die neuen Regelungen zur Bemessung des Invaliditätsgrades zu wenig berücksichtigen, dass Menschen mit Behinderungen im Vergleich zu gesunden Menschen nicht die gleichen Einkommen erzielen können.

Die SGK-N reichte daraufhin die Motion 22.3377 «Invaliditätskonforme Tabellenlöhne bei der Berechnung des IV-Grads» ein, welche den Bundesrat beauftragt, «eine Bemessungsgrundlage zu implementieren, welche bei der Ermittlung des Einkommens mit Invalidität mittels statistischer Werte realistische Einkommensmöglichkeiten von Personen mit einer gesundheitlichen Beeinträchtigung berücksichtigt. [...] Bei der Überarbeitung der Bemessungsgrundlagen, die sich auf anerkannte statistische Methodik und auf den Stand der Forschung abstützt, berücksichtigt der Bundesrat das neue lineare Rentensystem, die Weiterentwicklung der Invaliditätsbemessung und damit auch die neuen Regelungen auf Stufe Verordnung per 1. Januar 2022. Er bezieht den Lösungsvorschlag von Riemer-Kafka/Schwegler mit ein». Der Nationalrat nahm die Motion einstimmig an, der Ständerat stimmte ebenfalls mit grosser Mehrheit zu.

Bei der nun vorgeschlagenen Verordnungsänderung wird eine Lösungsvariante zur Umsetzung der Motion 22.3377 vorgestellt. Diese sieht eine Änderung von Artikel 26<sup>bis</sup> Absatz 3 der Verordnung über die Invalidenversicherung (IVV) vor, mit welcher bei einem nach der Lohnstrukturerhebung (sogenannte LSE-Tabelle) bestimmten Einkommen mit Invalidität ein pauschaler Abzug von 10 Prozent vorgenommen wird. Bei einer funktionellen Leistungsfähigkeit von 50 Prozent oder weniger, resultiert zusammen mit dem bereits existierenden Teilzeitabzug ein gesamthafter Abzug von 20 Prozent. Der pauschale Abzug gilt unabhängig von der Art der gesundheitlichen Einschränkung (körperlich, psychisch, kognitiv, Komorbiditäten) und unabhängig vom Geschlecht. Zudem ist eine Revision der rund 30'000 potenziell betroffenen Renten mit einem IV-Grad unter 70 Prozent vorgesehen.

## 3. Position des SAV

Der Bundesrat hat mit seiner vorgeschlagenen Verordnungsänderung ein Alternativmodell in die Vernehmlassung geschickt, da er die Entwicklung invaliditätskonformer Lohntabellen gemäss dem Modell Riemer-Kafka/Schwegler laut eigenen Angaben als zu komplex und zu aufwändig erachtet. Gemäss Motionstext soll der Lösungsvorschlag von Riemer-Kafka/Schwegler einbezogen werden, was nicht grundsätzlich ausschliesst, dass auch eine andere Variante gewählt werden kann. Ein entsprechendes alternatives Modell muss gemäss Vorgabe des Motionstexts aber empirisch fundiert sein.

Aus Sicht des SAV erfüllt das vorgelegte Alternativmodell des Bundesrats diese Vorgabe aus folgenden Gründen allerdings nicht:

- Der vom Bundesrat vorgeschlagene Pauschalabzug von 10 Prozent basiert *nicht* auf den wissenschaftlichen Ergebnissen der vom Bundesrat herangezogenen Studie des Büro BASS. Diese schlägt aus wissenschaftlicher Sicht einen Abzug von bis 14 bis zu 17 Prozent vor.<sup>1</sup>
- Im erläuternden Bericht wird auf Seite 7 selbst darauf hingewiesen, dass die verwendete statistische Methodik höchst fraglich ist: «Diese Erkenntnisse aus der Studie BASS werden als Referenzgrösse im Hinblick auf die Festlegung des Pauschalabzuges herangezogen, im Wissen, dass sich die Daten der Studie BASS nach Ansicht des BFS auf nicht geeignete Grundla-

---

<sup>1</sup> Büro BASS, Nutzung Tabellenmedianlöhne LSE zur Bestimmung der Vergleichslöhne bei der IV-Rentenbemessung, Januar 2021, abrufbar unter [https://www.wesym.ch/cvts/5690459/web/wesym.ch/media/medien/Gutachten\\_BASS.pdf](https://www.wesym.ch/cvts/5690459/web/wesym.ch/media/medien/Gutachten_BASS.pdf).

gen (Schweizerische Arbeitskräfteerhebung [SAKE] verknüpft mit Soziale Sicherheit und Arbeitsmarkt [SESAM]) stützen, um zuverlässige Lohnniveaus zu messen und mit den LSE-Tabellen nicht in allen Punkten übereinstimmen und vergleichbar sind.»

- Das vorgeschlagene Alternativmodell setzt sich zudem über die bestehende Literatur und wissenschaftliche Forschung hinweg. Aus dem Rechtsgutachten von Prof. Dr. iur. Thomas Gächter et al. geht klar hervor, dass Pauschalisierungen wenig zielführend sind: «Jede Pauschalisierung läuft Gefahr, die individuell-konkrete Invaliditätsbemessung zu unterlaufen und sollte daher, wenn überhaupt, «ultima ratio» bilden.»<sup>2</sup> Zudem schafft sie Ungleichheiten, indem sie, unabhängig von ihrer Ursache (körperlich, psychisch, kognitiv, Komorbiditäten), die Leistungseinschränkungen gleichbehandelt. Des Weiteren berücksichtigt ein Pauschalabzug nicht, dass gemäss eingereichtem Motionstext auch die *Weiterentwicklung* der Invaliditätsbemessung in den Vorschlag miteinzubeziehen ist, d.h. es sich um einen mit Bezug auf die *individuelle gesundheitsbedingte* Leistungseinschränkung *differenzierenden* Lösungsvorschlag handeln sollte.
- Zudem wird der Lösungsvorschlag von Riemer-Kafka/Schwegler, welcher vom Parlament angedacht war und die Motion eigentlich vorsieht, in dieser Vernehmlassung nicht behandelt bzw. nicht konkret vorgestellt, obwohl die diesbezüglich eingesetzte Arbeitsgruppe bereits seit Mai 2022 tätig ist.
- Darüber hinaus ist bei einem flächendeckenden, pauschalen Abzug von 10 Prozent durch das Giesskannenprinzip die finanzielle Zusatzbelastung allein der Invalidenversicherung selbst enorm. Wird zum vorgeschlagenen Pauschalabzug von 10 Prozent noch der bereits existierende Teilzeitabzug hinzugerechnet, so würde gesamthaft sogar ein Abzug von 20 Prozent berücksichtigt.

#### 4. Fazit

Gestützt auf die Konsultation unserer Mitglieder nimmt der SAV wie folgt Stellung:

Der SAV erachtet die Umsetzung der Motion 22.3377 als nicht erfüllt und lehnt den vorgeschlagenen pauschalen Abzug des vom Bundesrat vorgelegten Modells somit ab.

Wir bitten Sie um Berücksichtigung unserer Eingabe und stehen Ihnen für allfällige Rückfragen gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND



Prof. Dr. Roland A. Müller  
Direktor



Dr. Lukas Müller-Brunner  
Mitglied der Geschäftsleitung

---

<sup>2</sup> Prof. Dr. iur. Thomas Gächter et al., Grundprobleme der Invaliditätsbemessung in der Invalidenversicherung, S. 210, abrufbar unter [https://www.buerobass.ch/fileadmin/Files/2021/CoopRechtsschutz\\_2021\\_IV-LSE\\_Rechtsgutachten.pdf](https://www.buerobass.ch/fileadmin/Files/2021/CoopRechtsschutz_2021_IV-LSE_Rechtsgutachten.pdf)

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV  
Effingerstrasse 20  
3003 Bern  
[sekretariat.iv@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.iv@bsv.admin.ch)

Bern, 6. Juni 2023 sgv-Gf/ap

**Vernehmlassungsantwort: Änderung der Verordnung vom 17. Januar 1961 über die Invalidenversicherung (IVV) - Umsetzung der Motion SGK-N 22.3377 «Invaliditätskonforme Tabellenlöhne bei der Berechnung des IV-Grads»**

Sehr geehrte Damen und Herren

Als grösste Dachorganisation der Schweizer Wirtschaft vertritt der Schweizerische Gewerbeverband sgv über 230 Verbände und über 600 000 KMU, was einem Anteil von 99.8 Prozent aller Unternehmen in unserem Land entspricht. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

Mit Schreiben vom 5. April 2023 hat uns Bundespräsident Berset eingeladen, zu einem Entwurf zur Änderung der IVV (Umsetzung der Motion SGK-N 22.3377) Stellung zu nehmen. Für die uns eingeräumte Gelegenheit zur Meinungsäusserung danken wir Ihnen bestens.

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv lehnt den Revisionsvorschlag aus den beiden nachfolgenden Gründen ab:

- Das vom BSV zur Umsetzung der Motion SGK-N 22.3377 erarbeitete Modell weicht vom Modell ab, das die Kommission in ihrem Vorschlag verlangt. Auch wenn eine Umsetzung im Sinne des Kommissionsauftrags kompliziert und zeitaufwändig ist, gilt es diesen Weg einzuschlagen. Nochmalige nachträgliche Korrekturen wären schwierig und vermutlich mit hohen Kosten verbunden. Der sgv ist daher klar der Aufsicht, dass ein Umsetzungsvorschlag erarbeitet werden muss, der sich im Wesentlichen an die Forderungen der SGK-N anlehnt und der das Risiko nachträglicher Korrekturen minimiert.
- Der BSV-Vorschlag würde jährliche Mehrkosten von gegen hundert Millionen Franken auslösen. Angesichts der schwierigen finanziellen Situation der IV und deren hohen Schuldenstand kann es aus Sicht des sgv nicht angehen, dass hohe Mehrkosten ausgelöst werden, ohne dass gleichzeitig aufgezeigt wird, wie die IV-Finzen wieder ins Lot gebracht werden können. Über die Umsetzung der Motion SGK-N 22.3377 darf daher erst beschlossen werden, wenn der Bundesrat im Sinne des Auftrags des Parlaments dargelegt hat, wie er die IV-Finzen wieder ins Gleichgewicht und die aufgelaufenen Schulden abbauen will.

Für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

Freundliche Grüsse

**Schweizerischer Gewerbeverband sgV**



Hans-Ulrich Bigler  
Direktor



Kurt Gfeller  
Vizedirektor

Eidg. Departement des Innern EDI  
Herr Bundesrat Alain Berset  
3003 Bern

per Mail an:  
[sekretariat.iv@bsv.admin.ch](mailto:sekretariat.iv@bsv.admin.ch)

Bern, 17. Mai 2023

**Änderung der Verordnung vom 17. Januar 1961 über die Invalidenversicherung (IVV);  
Umsetzung der Motion SGK-N 22.3377 «invaliditätskonforme Tabellenlöhne bei der  
Berechnung des IV-Grads»**

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Besten Dank für die Einladung zur oben erwähnten Vernehmlassung. Der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) begrüsst die vorgeschlagene Änderung hin zu invaliditätskonformen Tabellenlöhnen bei der Berechnung des IV-Grads mit Nachdruck. Er hatte bereits im Rahmen der Reform zur «Weiterentwicklung der IV» gefordert, dass die von den IV-Stellen heute für die Bestimmung des IV-Grades herangezogenen LSE-Tabellen für den Einkommensvergleich überarbeitet werden sollten, weil sie ihrer Aufgabe nicht gerecht werden. Zahlreiche Studien, Gutachten und SozialversicherungsrechtsexpertInnen haben die heutige Praxis bemängelt, auch das Bundesgericht hat die Praxis kritisiert. Trotz dieser umfassenden Kritik hat der Bundesrat im November 2021 daran festgehalten – und gleichzeitig den leidensbedingten Abzug abgeschafft. Dank parlamentarischem Druck soll diese Benachteiligung nun endlich angegangen werden (Motion 22.3377).

Die Motion 22.3377 verlangt, dass sich die Überarbeitung der Bemessungsgrundlagen des IV-Grads «auf anerkannte statistische Methodik und auf den Stand der Forschung abstützt». Dies ist beim Vorschlag des Bundesrats nicht der Fall. Im Entwurf wird vorgeschlagen, dass die gestützt auf die LSE-Tabellen ermittelten Invalideneinkommen pauschal um 10 Prozent reduziert werden sollen. Das gewählte Modell des Pauschalabzugs stellt weder auf das Modell der Tabellenlöhne nach Prof. Riemer-Kafka/Schwegler ab, noch stützt es sich umfassend auf die Studie BASS. Letztere fordert nämlich bei einer pauschalen Lösung einen Abzug von 17 Prozent und die Berücksichtigung zusätzlicher, individueller lohnmindernder Faktoren (wie zum Beispiel Teilzeit, Krankheitsgrad, Alter, Ausbildungsniveau und Branchenerfahrung). Die vom Bundesrat vorgeschlagenen 10 Prozent beziehen sich lediglich auf die Lohndaten von Erwerbstätigen mit gesundheitlichen Einschränkungen, die aber keine IV-Rente erhalten. Entscheidend ist hingegen der Lohnunterschied zwischen Valideneinkommen und Personen mit einer Teilrente. Letztlich wird auch die Kritik sowohl von Prof. Gächter als auch von alt Bundesrichter Meyer an der Abschaffung fast aller leidensbedingter Abzüge nicht genügend berücksichtigt. Sowohl das Bundesgericht, als auch die rechtswissenschaftliche Literatur (Prof. Meyer/Reichmuth; Prof. Gächter/Dr. Meier), weisen ausdrücklich darauf hin, dass die heute in der IVV verankerte Beschränkung auf den

Teilzeitabzug vor Bundesgericht wohl nicht gestützt würde. Ziel der vorgeschlagenen Reform muss es deshalb sein, dass sich das Bemessungssystem in der IVV an den konstant entwickelten bundesgerichtlichen Vorgaben und Kriterien anlehnt. Das heutige System steht im Widerspruch mit dem Gesetz.

Der SGB kann nachvollziehen, dass ein Pauschalabzug in der Praxis einfacher umsetzbar ist und für die betroffenen Versicherten das Risiko unerklärbarer, unterschiedlicher Handhabungen durch die IV-Stellen verringert. Bei einer Umsetzung mit einer Pauschale fordert er aber einen Abzug von 17 Prozent sowie zusätzlich die Berücksichtigung weiterer lohnmindernder Faktoren – so, dass gesamthaft ein Abzug von bis zu 25 Prozent möglich ist.

Der SGB begrüsst die vorgeschlagene Übergangsbestimmung, welche die Gleichbehandlung aller Versicherten sicherstellt (Abs. 1). Dazu braucht es aber nicht eine vollumfängliche Neubeurteilung des medizinischen Sachverhalts. Die Übergangsbestimmung ist deshalb so zu formulieren, dass die Neuberechnung des Invaliditätsgrads nur dann vorgenommen wird, wenn die Neuberechnung für die versicherte Person zu keiner Schlechterstellung führen würde. Dabei sind die Übergangsbestimmungen der IV-Reform, welche seit Januar 2022 in Kraft ist, zu berücksichtigen.

Der SGB unterstützt auch den Vorschlag des Bundesrats, dass Betroffene, bei denen ein Rentenanspruch aufgrund eines zu geringen Invaliditätsgrads abgelehnt wurde, sich noch einmal neu bei der IV-Stelle anmelden können (Übergangsbestimmung Abs. 2). Dieser Anspruch auf Neuanschuldung sollte aber auf die Gewährung einer Umschulung ausgeweitet werden. Die Verwaltung – insbesondere die IV-Stellen – müssen zudem aktiv auf diese Möglichkeit hinweisen. Unabhängig von der gewählten Methode ist schliesslich entscheidend, dass ihre Validität regelmässig überprüft wird. Der SGB fordert den Bundesrat deshalb dazu auf, eine weitere Verordnungsbestimmung aufzunehmen, welche eine regelmässige Evaluation der Lohnunterschiede vorsieht.

Wir danken Ihnen herzlich für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

**SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND**



Pierre-Yves Maillard  
Präsident



Gabriela Medici  
Zentralsekretärin

Schweizerische Eidgenossenschaft  
Eidgenössisches Departement des Inneren EDI  
Herrn Alain Berset  
Bundespräsident  
3003 Bern

**Per Email an:**

– sekretariat.iv@bsv.admin.ch

Zürich, 5. Juni 2023

**Änderung der Verordnung über die Invalidenversicherung (IVV) – Vernehmlassungsverfahren  
i. S. Motion 22.3377 «Invaliditätskonforme Tabellenlöhne bei der Berechnung des IV-Grads»**

Sehr geehrter Herr Bundespräsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Versicherungsverband SVV hat von der Eröffnung des eingangs erwähnten Vernehmlassungsverfahrens Kenntnis genommen. Er bedauert die Umsetzung auf dem Weg einer Sondernorm in der IVV und ersucht im Interesse der Rechtssicherheit um eine koordinierte Vorgehensweise für alle betroffenen Sozialversicherungszweige.

Gemäss Erläuterungsbericht obliegt es in Ermangelung einer entsprechenden Delegationsnorm im UVG der Rechtsprechung zu entscheiden, ob der Pauschalabzug bei den Tabellenlöhnen auch in der Unfall- (und Militär-)versicherung anzuwenden ist (vgl. Erläuterungsbericht, Ziff. 4.3 c, S. 15). Diese Aussage und die damit verbundene Vorgehensweise sind unhaltbar. Es ist Sache des Gesetz- und Ordnungsgebers eine klare und im Sozialversicherungsbereich koordinierte Ausgangslage im Gesetz bzw. in der Verordnung zu schaffen, um Vorgaben mit Auswirkungen auf unterschiedliche Sozialversicherungszweige umzusetzen. Es kann nicht angehen, bereits beim Inkrafttreten einer Gesetzesbestimmung wissentlich eine Rechtsungleichheit und Rechtsunsicherheit zwischen zwei Sozialversicherungszweigen zu schaffen und die Justiz mit der Füllung dieser offensichtlichen Lücke zu beauftragen. Dies trifft umso mehr zu, wenn der Ordnungsgeber selbst festhält, dass im anderen Sozialversicherungsbereich keine Rechtsgrundlage bestehe.

Für die betroffenen Rentenbezüger sowie die Unfallversicherer wird eine über Jahre hinweg andauernde Rechtsunsicherheit hinsichtlich der Rentenfestsetzung geschaffen. Die exakte Rentenhöhe bleibt über mehrere Jahre in der Schwebe. Die Unfallversicherer müssen sich jedoch auf klare gesetzliche Grundlagen abstützen und diese auch anwenden können. Die Rentenbezüger brauchen Klarheit in Bezug auf die ihnen zugesprochene Rente.

Die Angleichung der Bestimmungen für die Unfallversicherung auf dem Weg der Rechtsprechung würde voraussichtlich rückwirkend auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens der IVV-Bestimmungen erfolgen. Rückwirkende Rentenprüfungen sind komplex und aufwändig.

Ein Pauschalabzug von 10% ist in der Unfallversicherung zudem nicht umsetzbar. In der Invalidenversicherung wird eine Rente ab einem IV-Grad von mindestens 40% ausgerichtet, während eine UVG-Rente bereits ab einem IV-Grad von 10% zu entschädigen ist. Ein pauschaler Abzug von 10% würde im Bereich des UVG somit in jedem Fall zu einer rentenbegründenden Erwerbseinbusse führen. Eine analoge Anwendung der angebehrten IVV-Bestimmung erweist sich somit in der Unfallversicherung als nicht praktikabel. Es wäre mit einer markanten Zunahme von Rentenzusprachen und damit der Kosten im Bereich der Unfallversicherung zu rechnen.

Bei dieser Ausgangslage erscheint die Umsetzung der Motion weder auf dem Weg einer IVV-Änderung noch mittels Pauschalabzug als nicht opportun.

Entgegen den Ausführungen im Erläuterungsbericht (vgl. Erläuterungsbericht, Ziff. 4.3.c S. 16) sieht der SVV vorliegend kein enormes Einsparungspotential durch höhere IV-Renten. Gemäss Gesetz darf die UVG-Komplementärrente nicht höher ausfallen als die maximale UVG-Rente. Dies führt insbesondere bei IV-Graden zwischen 50% und 69% dazu, dass bereits heute in vielen Fällen die maximale UVG-Rente entschädigt wird («unechte Komplementärrenten»). Hingegen würden die Unfallversicherer im Falle der Angleichung bei Invaliditätsgraden unter 40% massiv mehr belastet.

Für allfällige Rückfragen im Zusammenhang mit der vorliegenden Vernehmlassungsantwort wenden Sie sich bitte an Irène Hänsli, Fachverantwortliche Unfallversicherung im Schweizerischen Versicherungsverband SVV (irene.haensli@svv.ch; Tel. 079 704 27 48).

Freundliche Grüsse  
Schweizerischer Versicherungsverband SVV



**Jean-Philippe Moser**  
Leiter Ressort Versicherungsbranchen  
Stellvertretender Direktor

**Irène Hänsli**  
Rechtsanwältin, Fachverantwortliche  
Unfallversicherung und Krankentaggeld

Versand als Pdf- und Worddokument  
cc Kommission Recht und Sozialpolitik (RSK)

Per Mail an

sekretariat.iv@bsv.admin.ch

Bern, 05. Juni 2023

## **Änderung der Verordnung vom 17. Januar 1961 über die Invalidenversicherung (IVV) - Umsetzung der Motion SGK-N 22.3377 «Invaliditätskonforme Tabellenlöhne bei der Berechnung des IV-Grads»**

Sehr geehrter Herr Bundesrat  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zur oben erwähnten Verordnung Stellung nehmen zu können. Travail.Suisse begrüsst, dass die Bemessungsgrundlage zur Ermittlung des Einkommens mit Invalidität überarbeitet wird und damit realistische Einkommensmöglichkeiten von Personen mit einer gesundheitlichen Beeinträchtigung abbildet. Die Invalidenversicherung ist aus Sicht von Travail.Suisse ein tragender Teil der ersten Säule und deshalb von grosser Wichtigkeit für die Arbeitnehmenden.

### **Ausgangslage**

Zur Ermittlung des Einkommens mit Invalidität (sog. Invalideneinkommen) werden bestehende Lohnstrukturerhebungs-Tabellen (LSE-Tabellen) herangezogen. Wie eine Studie des Büros BASS<sup>1</sup> Anfang 2021 verdeutlicht, basieren die LSE-Tabellen hauptsächlich auf Löhnen von gesunden Personen. Somit widerspiegeln sie das Lohnniveau von gesundheitlich Beeinträchtigten nur sehr unzureichend. In der Folge werden Umschulungen und Renten verwehrt, obwohl die betroffenen Personen bei Berücksichtigung realistischer Werte Anspruch darauf hätten. Das führt dazu, dass die Betroffenen Sozialhilfe beziehen müssen, obwohl sie Anspruch auf Leistungen der IV hätten.

Die Studie des Büros BASS zeigt weiter, dass die effektiv erzielten Löhne von Menschen mit Behinderung im Vergleich zu gesunden Menschen auch in denjenigen Tätigkeiten tiefer sind, die mit Invalidität durchführbar wären.

Die Problematik der IV-Gradberechnung mittels LSE-Tabellen ist seit Jahren bekannt. Ihre Aufnahme in die IVV wurde im Rahmen der Vernehmlassung von zahlreichen Kantonen, Gemeinden und auch parteiübergreifend

---

<sup>1</sup> [«Nutzung Tabellenmedianlöhne LSE zur Bestimmung der Vergleichslöhne bei der IV-Rentenbemessung» \(wesym.ch\)](#) (zuletzt abgerufen am: 17.05.2023)

kritisiert. Im August 2021 forderte die SGK-N den Bundesrat einstimmig auf, eine neue Bemessungsgrundlage zu entwickeln.

### **Ungenügende Umsetzung**

Wir begrüssen, dass der Bundesrat die Umsetzung einer neuen Bemessungsgrundlage schnell in Angriff genommen hat. Dennoch sind wir der Meinung, dass die Motion 22.3377<sup>2</sup> nur ungenügend umgesetzt wurde. Die vorgeschlagene Anpassung der IVV hat einen Pauschalabzug der Invalideneinkommen von 10 Prozent zur Folge. Zum einen ist dieser Wert nicht empirisch abgestützt (der Bundesrat geht ungenügend auf die Studie des Büros BASS ein) zum anderen stellt ein Pauschalabzug von 10 Prozent keine reale soziale Absicherung dar. Grundsätzlich scheint ein Pauschalabzug sinnvoll, da dieser von den IV-Stellen einfacher umzusetzen und für Versicherte leichter zu verstehen ist. Dennoch ist der Vorschlag des Bundesrates aufgrund obenstehender Argumente ungenügend und wir schliessen uns den Forderungen von Inclusion Handicap an, die Bemessungsgrundlage zu überarbeiten.

### **Pauschaler Abzug**

Basierend auf der Studie des Büros BASS zeigt sich, dass der Durchschnittslohn von IV-Rentnerinnen und IV-Rentnern mit einer Resterwerbsfähigkeit und somit Teilrenten um 14 Prozent und ihr Medianlohn um 17 Prozent ist.

Wir schlagen daher folgende Formulierung vor:

#### **Art. 26<sup>bis</sup> Abs. 3 IVV**

«<sup>3</sup> Vom statistisch bestimmten Wert nach Absatz 2 werden **17 Prozent** abgezogen. Kann die versicherte Person aufgrund ihrer Invalidität nur noch mit einer funktionellen Leistungsfähigkeit nach Artikel 49 Absatz 1<sup>bis</sup> von 50 Prozent oder weniger tätig sein, so werden zusätzlich 10 Prozent abgezogen. **Zusätzlich lohnmindernde Faktoren können zu weiteren Abzügen führen. Gesamthaft kann der Abzug maximal 25 Prozent betragen.**»

### **Übergangsbestimmung**

Die Übergangsbestimmung sieht vor, dass alle bestehenden Renten einer Revision mit einer grundsätzlichen und vollumfänglichen Neu Beurteilung des Sachverhalts in medizinischer und ökonomischer Sicht unterzogen werden müssen. Die vom Bundesrat vorgeschlagene Umsetzung rechtfertigt unserer Meinung nach keine grundsätzliche und vollumfängliche Neu Beurteilung. Entsprechend fordern wir, die Übergangsbestimmung umzuformulieren. Dazu schlagen wir folgende Formulierung vor:

#### **Übergangsbestimmung Abs. 1**

«<sup>1</sup> (...), bei denen das Einkommen mit Invalidität aufgrund statistischer Werte festgelegt wurde **und bei denen im Rahmen der Rentenzusprache nicht bereits ein höherer Abzug berücksichtigt wurde**, ist innerhalb von zwei Jahren nach Inkrafttreten dieser Änderung eine **Neuberechnung des Invaliditätsgrades vorzunehmen**. (...)»

Wir sind der Überzeugung, dass das Bundesamt für Sozialversicherungen und die IV-Stellen aktiv über die auch ohne Verschlechterung des Gesundheitszustandes bestehende Möglichkeit der Neuanmeldung informieren und entsprechende Versicherte aktiv und klar verständlich kontaktieren muss. Entsprechend schlagen wir folgende Formulierung vor:

#### **Übergangsbestimmung Abs. 2**

«<sup>2</sup> **Wurden eine Rente oder eine Umschulung** vor dem Inkrafttreten der Änderung vom ... wegen eines zu geringen Invaliditätsgrades verweigert, so wird auf eine erneute Anmeldung eingetreten, wenn glaubhaft gemacht wird, dass die Berechnung des Invaliditätsgrades durch die Anwendung der Regelung von Artikel 26<sup>bis</sup> Absatz 3 neu zu einem Rentenanspruch **oder einem Anspruch auf eine Umschulung** führt.»

---

<sup>2</sup> <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20223377> (zuletzt abgerufen am: 01.06.2023)

Für die Berücksichtigung unserer Anliegen danken wir Ihnen.

Freundliche Grüsse

Handwritten signature of Adrian Wüthrich in blue ink.

Adrian Wüthrich  
Präsident

Handwritten signature of Edith Siegenthaler in black ink.

Edith Siegenthaler  
Leiterin Sozialpolitik